

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Mascouche pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

Signataire
Luce Jacques

Date
1.1 12 mai 2026

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	42
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	44
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	45
Situation financière par organismes	46
Charges par objets	47
Excédent (déficit) accumulé	48
Avantages sociaux futurs	52

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	59
Analyse des charges consolidées	71

RAPPORT

Aux membres du conseil de la Ville de Mascouche

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Mascouche (la Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2025, les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette), et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application, à compter du 1er janvier 2023, du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Ville et les partenariats dans lesquels elle participe auraient dû procéder à la comptabilisation, aux 31 décembre 2025 et 2024, des obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations. La Ville, n'ayant pas procédé à l'analyse de ses obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations, aucun montant n'a été comptabilisé à ce titre au rapport financier consolidé. Une des entités consolidées a comptabilisé un montant à titre d'Obligations liées à la mise hors service, mais l'auditeur n'a pas été en mesure d'obtenir les éléments probants suffisants et appropriés en ce qui concerne le montant comptabilisé et a, par conséquent, émis une réserve à cet égard.

Par conséquent, nous n'avons pas été en mesure de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires au niveau des immobilisations, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, à l'amortissement des immobilisations, à la charge de désactualisation et à l'excédent accumulé ou à d'autres postes des états financiers consolidés pour les exercices terminés les 31 décembre 2025 et 2024. À cet égard, les états financiers consolidés dérogent aux normes comptables du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2025, tout comme l'ancien auditeur l'a fait pour les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2024 en raison des incidences éventuelles de cette limitation de l'étendue des travaux.

RAPPORT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement du déficit de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point

Les états financiers consolidés de la Ville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états financiers une opinion modifiée en date du 14 mai 2025.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle. Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

RAPPORT

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Ville pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Ville, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT

Mallette SENCRL

Société de comptables professionnels agréés

Terrebonne, 5 mai 2026

CPA, auditrice, permis de comptabilité publique no A133883

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	103 708 700	104 660 028	98 139 313
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 485 500	2 540 852	1 692 139
Quotes-parts	3			1 965 654
Transferts	4	7 802 000	14 311 882	15 707 713
Services rendus	5	894 100	1 641 828	1 596 117
Imposition de droits	6	6 723 800	11 067 415	9 834 252
Amendes et pénalités	7	1 951 400	1 326 915	1 596 192
Revenus de placements de portefeuille	8		1 604 279	3 269 036
Autres revenus d'intérêts	9	2 040 500	1 980 215	793 779
Autres revenus	10		2 291 884	7 652 132
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	125 606 000	141 425 298	142 246 327
Charges				
Administration générale	14	16 487 700	15 996 308	12 202 498
Sécurité publique	15	21 885 100	21 730 162	22 253 357
Transport	16	27 787 900	35 622 998	33 100 198
Hygiène du milieu	17	17 027 800	20 497 024	22 414 513
Santé et bien-être	18		12 838	
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 659 700	7 012 236	3 956 561
Loisirs et culture	20	13 951 500	17 195 126	15 491 254
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	6 963 900	7 321 914	6 040 171
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	108 763 600	125 388 606	115 458 552
Excédent (déficit) lié aux activités	25	16 842 400	16 036 692	26 787 775
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		273 092 318	246 304 543
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		273 092 318	246 304 543
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		289 129 010	273 092 318

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	85 602 110	79 816 850
Débiteurs (note 5)	2	36 034 777	35 708 343
Prêts (note 6)	3	17 983	17 983
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	2 366 792	2 052 112
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	124 021 662	117 595 288
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	749 600	743 929
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	28 791 854	35 046 288
Revenus reportés (note 11)	12	6 106 256	5 005 122
Dette à long terme (note 12)	13	210 404 110	205 362 276
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	220 782	179 416
	16	246 272 602	246 337 031
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(122 250 940)	(128 741 743)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	405 244 288	395 447 744
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	5 477 545	4 821 981
Stocks de fournitures	20	110 817	96 197
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	547 300	1 468 139
	23	411 379 950	401 834 061
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	289 129 010	273 092 318
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	289 129 010	273 092 318
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	289 129 010	273 092 318
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	16 842 400	16 036 692	26 787 775
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	27 975 282)(	44 544 699)
Produit de cession	3		573 115	6 622 224
Amortissement	4		17 853 598	16 880 063
(Gain) perte sur cession	5		(247 974)	(6 554 013)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(9 796 543)	(27 596 425)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(655 564)	(3 500 793)
Variation des stocks de fournitures	10		(14 620)	23 673
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		920 838	(860 628)
	13		250 654	(4 337 748)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	16 842 400	6 490 803	(5 146 398)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(128 741 743)	(123 420 063)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			(175 282)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(128 741 743)	(123 595 345)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(122 250 940)	(128 741 743)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 036 692	26 787 775
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	17 853 598	16 880 063
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Gain sur disposition	4.1	(247 974)	(6 554 014)
	5	33 642 316	37 113 824
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(326 434)	1 974 345
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(6 213 068)	2 227 576
Revenus reportés	9	1 101 134	1 350 971
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(314 680)	(1 009 717)
Propriétés destinées à la revente	11	(655 564)	(3 500 793)
Stocks de fournitures	12	(14 621)	23 673
Autres actifs non financiers	13	920 839	(860 627)
	14	28 139 922	37 319 252
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(27 975 282)	(44 544 699)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	573 115	6 622 224
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(27 402 167)	(37 922 475)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	29 553 189	59 949 513
Remboursement de la dette à long terme	26	(24 495 688)	(35 215 599)
Variation nette des emprunts temporaires	27	5 671	(2 008 561)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(15 667)	(446 091)
Autres			
▪	29.1		
	30	5 047 505	22 279 262
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	5 785 260	21 676 039
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	32	79 816 850	58 140 811
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	79 816 850	58 140 811
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	85 602 110	79 816 850

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Mascouche (ci-après «Ville») est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Mascouche excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes:

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable.

a) Périmètre comptable

S. O.

b) Partenariats

Les organismes périmunicipaux comptabilisés selon la méthode de la consolidation proportionnelle sont :

Régie d'aqueduc intermunicipale des Moulins (quote-part de 30,53% pour les coûts des dépenses d'investissement et quote-part de 31.079 % pour les coûts d'exploitation)

États de la situation financière	2025	2024
Total des actifs financiers	10 327 065\$	8 651 238\$
Total des passifs	58 592 247\$	59 322 322\$
Total des actifs financier nets (dette nette)	(48 265 182)\$	(50 671 084)\$
Total des actifs non financiers	63 507 491\$	65 309 186\$
Excédents (déficit) accumulé	15 242 309\$	14 638 102\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<u>Revenus et charges</u>	<u>2025</u>	<u>2024</u>
Revenus	15 977 851\$	13 529 283\$
Charges	15 373 644\$	13 982 807\$
Excédent (déficit) lié aux activités	604 207\$	(453 524)\$

Régie d'assainissement des eaux Terrebonne-Mascouche (quote-part de 48,44 % pour les coûts des dépenses d'investissement et quote-part de 51.901% pour les coûts d'exploitation).

<u>États de la situation financière</u>	<u>2025</u>	<u>2024</u>
Total des actifs financiers	10 984 154\$	9 319 539\$
Total des passifs	42 037 751\$	40 454 449\$
Total des actifs financier nets (dette nette)	(31 053 597)\$	(31 134 910)\$
Total des actifs non financiers	40 192 863\$	38 619 919\$
Excédents (déficit) accumulé	9 139 266\$	7 485 009\$

<u>Revenus et charges</u>	<u>2025</u>	<u>2024</u>
Revenus	5 973 872\$	9 627 572\$
Charges	4 319 615\$	3 867 763\$
Excédent (déficit) lié aux activités	9 139 266\$	7 485 009\$

De plus, la Ville a versé 4 808 816 \$ à la Régie d'aqueduc intermunicipale des Moulins et 3 012 100 \$ à la Régie d'assainissement des eaux Terrebonne-Mascouche.

Autres organismes périmunicipaux et supramunicipaux

Municipalité Régionale de Comté Les Moulins (MRC)

La MRC est responsable principalement de la préparation et de l'application du schéma d'aménagement. Tous les règlements d'urbanisme et de développement de la Ville doivent recevoir l'approbation de la MRC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Ville a versé une quote-part de 1 231 661 \$ au cours de l'année 2025 se détaillant ainsi :

- Quote part MRC : 1 108 455 \$
- MRC - Règlement 119 : 99 500 \$
- Intérêts sur dette : 23 706 \$

Contribution pour les dépenses d'assainissement des eaux usées - Ville de Terrebonne

La contribution de la Ville pour l'année 2025 est de 498 207\$.

Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM)

L'ARTM est responsable de la planification et des opérations du transport en commun et du transport adapté du Conseil Inter municipal de Transport des Moulins depuis le 1er juin 2017.

La contribution de la Ville pour 2025 est de 5 550 999 \$.

Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM)

La CMM est responsable de la planification stratégique de l'urbanisme de la région de Montréal.

Au cours de l'exercice 2025, l'administration municipale a contribué à la CMM pour un montant de 1 149 225 \$ (2024 – 1 114 841 \$).

L'administration municipale est solidairement et conjointement responsable avec d'autres municipalités (villes) de dettes obligataires, de billets et d'autres titres de créances de la CMM.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des sites contaminés, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Ville sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires qui peuvent être convertis en tout temps en trésorerie.

D) Passifs

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Assainissement des sites contaminés

La Ville de Mascouche, comptabilise un passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville de Mascouche est directement responsable ou qu'elle en accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 9 juillet 2020, un jugement de la Cour supérieure a été rendu dans la cause sur la contestation de la constitutionnalité de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, chapitre S-2.1.1) (Loi RRSM). Ce jugement, maintenu par la Cour d'appel le 10 mai 2023, indique que les dispositions de la Loi RRSM qui permettent à un organisme municipal de suspendre l'indexation automatique des retraités sont inconstitutionnelles. La Cour Suprême du Canada a annoncé le 11 avril 2024 son refus d'entendre les parties. La décision de la Cour d'appel est donc considérée comme la décision finale dans ce jugement. Ce jugement n'a aucune incidence pour le groupe de participants actifs, puisque les résultats présentés ont toujours été conformes aux modalités découlant de la Loi RRSM. De plus, comme l'employeur n'a pas suspendu l'indexation des participants retraités dans le cadre de l'application de cette loi, aucun ajustement n'est requis en lien avec ce dossier à ce niveau.

L'inconstitutionnalité de l'article 16 de la Loi RRSM n'a aucun impact pour le Régime puisque le déficit relatif au groupe des retraités à la charge de l'employeur a déjà été entièrement financé, conformément au rapport sur l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2017 après restructuration daté du 15 décembre 2021.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

E) Actifs non financiers

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les durées suivantes :

Infrastructures	de 15 à 40 ans
Bâtiments	de 15 à 40 ans
Véhicules	de 5 à 20 ans
Ameublement et équipement	de 5 à 10 ans
Machinerie et outillage	de 10 à 20 ans
Autres	10 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La Ville de Mascouche capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stock

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

F) Revenus**Taxes**

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'entrée en service de modifications apportées à des immeubles ou de nouveaux immeubles;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Quotes-parts

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Compensations tenant lieu de taxes

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement

Transferts

Les transferts sont comptabilisés à titre de revenus lorsqu'ils sont autorisés par le cédant et que tous les critères d'admissibilité sont atteints, sauf s'ils sont assortis de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les stipulations relatives à ce passif sont rencontrées.

Services rendus

Les services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Imposition de droits

Les revenus de licences et permis sont constatés au moment de la délivrance du permis au payeur.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'Officier de publicité foncière.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Amendes et pénalités

Les amendes et pénalités sont constatées au moment où l'assigné plaide coupable, au moment où le délai pour contester l'assignation expire ou au moment où un jugement est rendu par un arbitre ou un tribunal.

Revenus de placements de portefeuille

Les revenus de placements sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les intérêts sur les dépôts en banque et les placements de portefeuille, s'il y a lieu.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Autres revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les revenus d'intérêts non associés aux dépôts en banque et aux placements de portefeuille, notamment sur les arriérés de taxes.

Autres revenus

Les revenus rattachés à la cession d'actifs immobilisés sont comptabilisés comme revenus à la date de l'acte de transfert.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

Les dons sont constatés à leur juste valeur dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Revenus reportés

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

Les sommes reçues pour fins de parcs et terrains de jeux en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* sont reportées jusqu'à ce qu'elles servent à acquérir ou aménager des terrains à ces fins.

G) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées****Ville**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

RAIM

Les employés-cadres de la Régie bénéficient d'un régime de retraite à prestations déterminées, sous le nom de Régime complémentaire de retraite des cadres de la Ville de Terrebonne qui est régi par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et le règlement afférent.

Ce régime de retraite auquel participe la Régie pour ses cadres sans être le promoteur est comptabilisé comme un régime à cotisations déterminées.

Un régime d'avantages complémentaires de retraite est également offert aux employés de la RAIM dont la Ville de Terrebonne en est le promoteur. Ainsi, ce régime est considéré comme étant un régime à prestations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

VILLE

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Cette méthode est prescrite par le chapitre SP 3250 du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (Loi RRSM). Ce cloisonnement n'a toutefois pas été appliqué au calcul des cotisations excédentaires, car celui-ci doit être fait de façon globale sans établir de volets distincts.

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, s'il y a lieu. Dans l'établissement de la provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi RRSM.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi RRSM. Plus de détails sont fournis, s'il y a lieu dans la «Section 3 - Commentaires sur les résultats» du Rapport sur la comptabilité des avantages sociaux futurs du Régime de retraite pour les employés de la Ville de Mascouche, pour l'année financière en cours.

Aux fins du calcul de la valeur de l'actif et du rendement espéré de l'actif, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre de l'année financière en cours selon la méthode suivante: valeur marchande.

Les pertes et les gains actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte. Lorsqu'une variation de la provision pour moins-value découle d'une perte ou d'un gain actuariel, cette perte ou ce gain pourrait être constaté immédiatement plutôt qu'amorti sur les exercices subséquents, afin de contrebalancer l'effet de la variation de la provision pour moins-value dans les résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le coût des services passés, s'il y a lieu, doit être constaté entièrement dans l'exercice au cours duquel la modification est apportée ou la décision est rendue à cet effet. Toutefois, lorsqu'une modification donne lieu à une augmentation de l'obligation au titre des prestations constituées, ce coût est compensé par la constatation de gains actuariels nets non amortis jusqu'à concurrence du coût des services passés. Cette constatation se fait alors en partant des gains actuariels non amortis les plus anciens et en remontant dans le temps jusqu'à ce que le montant net à constater à l'encontre du coût des services passés soit atteint, le cas échéant. Inversement, lorsqu'une modification donne lieu à une diminution de l'obligation au titre des prestations constituées et qu'il existe des pertes actuarielles nettes non amorties, ces dernières doivent aussi être constatées immédiatement, et ce, de façon similaire.

RAIM

La RAIM offre à ses employés syndiqués un régime à prestations déterminées. Ce régime porte le nom de Régime complémentaire de retraite des employés de la Régie d'aqueduc intermunicipale des Moulins et de la MRC Les Moulins.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices en cours desquels les services correspondant sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionné le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée. Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations projetées au prorata des années de service, à partir des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée.

Pour le volet antérieur au 1er janvier 2014, aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2025 en utilisant la méthode de lissage de la valeur sur une période de cinq ans.

Pour le volet postérieur au 31 décembre 2013, l'actif selon la valeur marchande évalués en date du 31 décembre 2025 est utilisée aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville et ses organismes municipaux ont choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation ou d'une quote-part. S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville et ses organismes municipaux ont choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation ou d'une quote-part. Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités informations de fonctionnement à des fins fiscales.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1^{er} janvier 2000 :
 - Salaires et avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - Intérêts sur la dette à long terme (nets des montants à recouvrer de tiers) : durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Avantages sociaux futurs :

- Pour le déficit constaté initialement au 1^{er} janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti

linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;

- Pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : la mesure qui consistait à affecter aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir la totalité ou une partie du coût des services passés découlant d'une modification de régime ou de la perte déterminée lors d'un règlement ou d'une compression de régime n'est plus utilisée depuis 2020.

En date du présent exercice financier, il n'y a pas de montant relatif aux avantages sociaux futurs dont la comptabilisation est reportée.

- Frais d'assainissement des sites contaminés :
 - Pour le passif constaté au 1^{er} janvier 2015 : sur la durée s'échelonnant jusqu'au moment prévu de la réalisation des travaux d'assainissement, incluant la période de décontamination, de chacun des sites contaminés.
- Mesures transitoires relatives à la TVQ :
 - Au fur et à mesure du remboursement au fonds général ou au fonds de roulement sur une période maximale de 10 ans.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - Pour la dette à long terme en question :
 - au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
 - Pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant :
 - au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds d'amortissement.
- Éléments présentés à l'encontre des DCTP :
 - Pour le financement des activités de fonctionnement: au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

RAIM

- Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations
 - Amorties sur la durée de vie utile restant de l'immobilisation corporelle faisant l'objet d'obligation liées à la mise hors service.

I) Instruments financiers**Évaluation des instruments financiers**

La Ville évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

Frais de financement

Les coûts de transaction et commissions relatifs aux instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur après leur comptabilisation initiale sont comptabilisés à titre de charge lorsqu'ils sont engagés.

Prêts

Les prêts comptabilisés au coût après amortissement sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

J) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Fonds réservés

En vertu des règlements de la Ville et des lois gouvernant le secteur municipal, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

- fonds des infrastructures;
- Logement social.

Fonds de roulement

Ce fonds est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	55 602 110	49 816 850
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	30 000 000	30 000 000
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	85 602 110	79 816 850
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	85 602 110	79 816 850
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	9 335 987	12 168 571
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	9 955 000	20 572 000

Note**VILLE**

Le placement à court terme porte intérêt au taux de 5.75% rachetable aux dates anniversaires du placement et dont l'échéance est en novembre 2026.

RAIM

Les sommes affectées sont pour le fonds réservés - Fonds de roulement 2 161 815 \$ (1 100 816 \$ en 2024) et les excédents de fonctionnement affectés de 2 803 218 \$ (2 849 276 \$ en 2024).

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 693 188 \$ (1 351 423 \$ en 2024). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 272 423 \$ (402 243 \$ en 2024).

RAETM

Les sommes affectées sont pour le fonds réservé - Fonds de roulement 850 000 \$ (850 000 \$ en 2024), pour la réserve financière entretien/vidange des boues 998 254 \$ (970 303 \$ en 2024) et les excédents de fonctionnement affectés de 556 454 \$ (542 432 \$ en 2024).

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 740 291 \$ (357 473 \$ en 2024). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 172 210 \$ (218 943 \$ en 2024).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	7 673 420	5 947 926
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	266	5 420
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	17 982 033	18 330 107
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	2 941 474	4 781 555
Organismes municipaux	13	214 365	224 187
Autres			
▪ Clients divers & droits mutation	14.1	5 130 889	4 263 652
▪ Intérêts, amendes & autres	14.2	2 047 185	2 110 351
▪ Dépôts de garantie	14.3	45 145	45 145
	15	36 034 777	35 708 343
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	7 758 048	8 145 068
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	7 758 048	8 145 068
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	1 050 822	988 983
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	11 151 034	10 909 858
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24		
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25		
Ministère de la Culture et des Communications	26	2 035 353	2 220 732
Autres ministères/organismes	27	4 795 646	5 199 517
	28	17 982 033	18 330 107

Note

La valeur comptable des débiteurs excluant les taxes à la consommation, les taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalité est d'un montant de 21 633 558\$.

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, portent intérêt à des taux variant de 1,67% à 3,94% et viennent à échéance de 2026 à 2044. Les encaissements relatifs à ces débiteurs au cours des prochains exercices sont les suivants:

491 331 \$ pour 2026

506 963 \$ pour 2027

523 140 \$ pour 2028

483 445 \$ pour 2029

497 642 \$ pour 2030

5 255 527 \$ pour 2031 et suivants

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

6. Prêts

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪ Fonds de biodiversité	31.1	17 983	17 983
	32	17 983	17 983
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34		
Autres placements	35		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37		
	38		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41		
Autres			
▪	42.1		
	43		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une marge de crédit autorisée de 10 000 000\$ (10 000 000\$ en 2024) portant intérêt au taux préférentiel et renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2025, la marge de crédit est inutilisée.

La RAIM dispose de prêts à terme d'un montant autorisé de 31 250 200 \$ au taux préférentiel de 4,45 % (5,45 % en 2024) et garantis par les règlements concernés. En fin d'exercice, les prêts à terme sont utilisés pour un montant de 441 490 \$ (441 490 \$ en 2024). Les prêts à terme sont renouvelables à diverses dates entre septembre 2027 et octobre 2029.

La RAETM dispose d'un emprunt bancaire de 50 000\$, portant intérêt au taux préférentiel de 4,45% (5,45% en 2024). Au 31 décembre 2025, cet emprunt bancaire est inutilisé.

Elle dispose également de prêts à terme d'un montant autorisé de 22 700 000 \$ (22 700 000\$ en 2024) au taux préférentiel de 4,45 % (5,45 % en 2024) et garantis par les règlements concernés. En fin d'exercice, les prêts à terme sont utilisés pour un montant de 1 269 226 \$ (1 257 519 \$ en 2024). Les prêts à terme sont renouvelables en octobre 2028.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

10. Crédoeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	7 664 999	12 623 431
Salaires et avantages sociaux	45	6 067 842	5 533 788
Dépôts et retenues de garantie	46	6 091 441	8 833 388
Provision pour contestations d'évaluation	47	574 678	339 062
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette long terme	48.1	1 840 146	1 764 545
▪ Provision pour éventualités	48.2	6 249 229	5 728 577
▪ Organismes municipaux	48.3	220 565	114 134
▪ Gouvernement Québec	48.4	82 501	100 658
▪ Gouvernement Canada	48.5	453	8 705
	49	28 791 854	35 046 288

Note

La valeur comptable des crédoeurs et autres charges à payer excluant les avantages sociaux à payer et la provision pour contestation d'évaluation est d'un montant de 22 203 202\$.

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50	533 215	373 292
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪ Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55.1	564 020	480 331
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	2 528 244	2 432 275
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61	213 376	213 376
Autres			
▪ Revenus perçus d'avance	62.1	2 209	4 102
▪ Aréna (Manuvie)	62.2	546 297	499 825
▪ Fonds victimes violence conjugale	62.3	1 848	1 848
▪ Infra & Équipement municipal	62.4	668 444	340 867
▪ Stationnement	62.5	458 307	145 307
▪ Modernisation 911	62.6		472 500
▪ Fonds de l'arbre	62.7	39 754	31 399
▪ CAMI	62.8	550 542	
▪ Dépôts offres d'achats	62.9		10 000
	63	6 106 256	5 005 122

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe s'élèvent à 83 689\$ (2024 - 52 507\$) pour le Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques et à 95 969\$ (2024 - 927 991\$) pour le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels. Les montants constatés à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent respectivement de 0\$ (2024 - 0 \$) et de 0\$ (2024 - 0 \$).

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe concernant les paiements de transferts s'élèvent à 0 \$ (2024 - 157 000\$). Les sommes seront constatées à titre de revenus lorsque la Ville de Mascouche respectera les stipulations prévues aux ententes ou réalisera les travaux déterminés, selon des échéances établies. Les sommes constatées à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent à 472 500\$ (2024 - 0\$).

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,95	5,50	2026	2053	64	207 136 510	201 400 461
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux	4,85	4,85	2029	2029	67	450 200	549 700
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres	5,20	5,20	2037	2037	69	4 372 838	4 951 886
					70	211 959 548	206 902 047
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(1 555 438)	(1 539 771)
					72	210 404 110	205 362 276

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73		23 905 330		714 302	24 619 632
2027	74		19 558 176		752 100	20 310 276
2028	75		25 063 372		791 830	25 855 202
2029	76		21 118 164		833 584	21 951 748
2030	77		22 929 103		750 659	23 679 762
2031 et plus	78		94 562 365		980 563	95 542 928
	79		207 136 510		4 823 038	211 959 548
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	()
	81		207 136 510		4 823 038	211 959 548

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices n'incluent pas le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus. Les montants des refinancements par année sont les suivants :

2026 : 10 185 000\$
2027 : 8 125 000\$
2028 : 15 648 000\$
2029 : 14 221 000\$
2030 : 18 933 000\$
2031 : 15 043 000\$
2033 : 22 311 000\$
2034 : 23 401 000\$
2035 : 6 150 000\$

RAIM

Les versements estimatifs n'incluent pas les refinancements dans l'année où ils surviennent. Les refinancements prévus au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2026 : 7 258 000 \$
2027 : 1 318 400 \$
2028 : 12 149 000 \$
2029 : 7 253 000 \$
2030 : 19 424 000 \$

RAETM

Les versements estimatifs n'incluent pas les refinancements dans l'année où ils surviennent. Les refinancements prévus au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2026 : 503 000 \$
2027 : 4 569 000 \$
2028 : 0 \$
2029 : 9 429 000 \$
2030 : 18 079 000 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

13. Avantages sociaux futurs

		2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	2 366 792	2 052 112
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84	2 366 792	2 052 112
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	2 572 020	1 923 365
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87	27 587	27 407
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	93 838	98 708
	90	2 693 445	2 049 480

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

		2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	220 782	179 416
Autres			
▪	93.1		
	94	220 782	179 416
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	179 416	175 282
Passifs engagés	96	30 700	
Passifs réglés	97	()	()
Charge de désactualisation ¹	98	10 666	7 939
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		(3 805)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	220 782	179 416

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**VILLE**

La direction n'a pas finalisé ses travaux relatifs à l'identification et à l'évaluation de ses obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la date des états financiers.

RAIM

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la régie concernent principalement le désamiantage de son usine, d'un bâtiment et le démantèlement de réservoirs contenant des produits pétroliers.

Principales hypothèses utilisées

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

- Désamiantage de l'usine et d'un bâtiment :

Le désamiantage de l'usine dont l'échéancier des travaux est inconnu représente 100 % du passif total relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

	2025	2024
Taux d'actualisation, incluant l'inflation	4,71%	4,71%
Période d'actualisation (a)	18 à 24 ans	18 ans
Taux d'inflation	2,5 %	2,5 %

a) La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service d'immobilisations, qui s'échelonne en général sur une période de un an.

Les coûts estimés pour réaliser les travaux de mise hors service d'immobilisations au 31 décembre 2025 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 792 462 \$ (522 349 \$ au 31 décembre 2024);

- Démantèlement de réservoirs contenant des produits pétroliers :

Le démantèlement de réservoirs contenant des produits pétroliers dont l'échéancier des travaux est inconnu représente 100 % du passif total relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

	2025	2024
Taux d'actualisation, incluant l'inflation	4,31% et 4,71 %	4,31% et 4,71 %
Période d'actualisation (a)	De 4 à 20 ans	De 4 à 20 ans
Taux d'inflation	2,5 %	2,5 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

a) La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service d'immobilisations, qui s'échelonne en général sur une période de un an.
Les coûts estimés pour réaliser les travaux de mise hors service d'immobilisations au 31 décembre 2025 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 390 636 \$ (390 636 \$ au 31 décembre 2024).

RAETM

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la régie concernent principalement le démantèlement de réservoirs contenant des produits pétroliers.

Principales hypothèses utilisées

- Démantèlement de réservoirs contenant des produits pétroliers :

Le démantèlement de réservoirs contenant des produits pétroliers dont l'échéancier des travaux est inconnu représente 100 % du passif total relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	4,31% et 4,71 %
Période d'actualisation (a)	De 3 à 31 ans
Taux d'inflation	2,5 %

a) La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service d'immobilisations, qui s'échelonne en général sur une période de un an.
Les coûts estimés pour réaliser les travaux de mise hors service d'immobilisations au 31 décembre 2025 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 97 476 \$ (97 476\$ au 31 décembre 2024).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	86 180 585	1 529 013		87 709 598
Eaux usées	102	145 380 612	2 209 737		147 590 349
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	256 171 445	6 352 142		262 523 587
Autres					
▪ Éclairage de rues, parcs et station	104.1	63 233 581	3 479 639		66 713 220
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	58 473 803	802 745	393 703	58 882 845
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	14 471 776	733 885	387 911	14 817 750
Ameublement et équipement de bureau	109	5 644 829	566 060		6 210 889
Machinerie, outillage et équipement divers	110	8 295 511	286 460		8 581 971
Terrains	111	9 300 202	1 074 774		10 374 976
Autres	112	35 315			35 315
	113	647 187 659	17 034 455	781 614	663 440 500
Immobilisations en cours	114	20 094 807	10 940 827		31 035 634
	115	667 282 466	27 975 282	781 614	694 476 134
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	38 869 326	1 985 501		40 854 827
Eaux usées	117	66 366 415	3 463 344		69 829 759
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	94 506 126	6 071 905		100 578 031
Autres					
▪ Éclairage de rues, parcs & sta	119.1	34 692 921	2 691 638		37 384 559
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	20 574 845	1 431 660	83 662	21 922 843
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	7 523 460	1 264 140	372 812	8 414 788
Ameublement et équipement de bureau	124	3 564 465	606 737		4 171 202
Machinerie, outillage et équipement divers	125	5 715 974	335 142		6 051 116
Autres	126	21 190	3 531		24 721
	127	271 834 722	17 853 598	456 474	289 231 846
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	395 447 744			405 244 288
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133	5 477 545	4 821 981
Autres	134		
	135	5 477 545	4 821 981
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	5 477 545	4 821 981

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	546 255	1 467 094
▪ Frais d'avance expropriation	143.2	1 045	1 045
Autres			
▪	144.1		
	145	547 300	1 468 139

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville a signé différents contrats relatifs à des services et à des travaux à être exécutés.

Le solde des engagements au 31 décembre 2025 s'élève à 88 416 633 \$ (87 617 817 \$ pour 2024). Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices s'élèvent à :

14 561 714\$ pour 2026
12 334 890\$ pour 2027
10 334 165\$ pour 2028
5 790 404\$ pour 2029
45 395 460\$ pour 2030 et +

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

RAIM

En vertu d'une obligation contractuelle, qui concerne les services administratifs fournis par la Ville de Terrebonne excluant l'indexation prévue du moindre de l'IPC pour la région de Montréal ou 2,5%, la Régie s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 1 482 605\$ (1 411 168\$ en 2024) et échéant en 2030.

Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants:

282 061\$ pour 2026

289 113\$ pour 2027

296 340\$ pour 2028

303 749\$ pour 2029

311 342\$ pour 2030

La Régie s'est également engagée en vertu d'obligations contractuelles pour l'acquisition de biens et de services.

Les paiements minimums exigibles des prochains exercices sont de 1 534 488\$.

Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants:

457 117\$ pour 2026

456 949\$ pour 2027

369 533\$ pour 2028

215 368\$ pour 2029

35 321\$ pour 2030

En fin d'exercice, les engagements relatifs aux activités d'investissement se chiffrent 0\$ (2 178 705\$ en 2024).

RAETM

La Régie s'est engagée en vertu d'obligations contractuelles avec la Ville de Terrebonne pour des services administratifs et avec la RAIM pour du support administratif, génie et projet spéciaux. Elle s'est également engagée envers des tiers pour des services professionnels pour l'exploitation des ouvrages d'assainissement. Le solde des engagements, excluant l'indexation prévue du moindre de l'IPC pour la région de Montréal ou 2,5%, s'établit à 977 619\$ (1 390 583\$ pour 2024) et échéant en 2030.

Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants:

185 989\$ pour 2026

190 638\$ pour 2027

195 405\$ pour 2028

200 290\$ pour 2029

205 297\$ pour 2030

En fin d'exercice, les engagements relatifs aux activités d'investissement se chiffrent à 0\$ (3 481 476\$ en 2024).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

20. Droits contractuels

Dans le cadre de ses opérations, la Ville a conclu différents accords à long terme dont les plus importants ont donné lieu à des droits contractuels d'un montant de 1 133 527\$ qui seront encaissés selon l'échéancier suivant:

2026:	160 946\$
2027:	163 224\$
2028:	165 574\$
2029:	167 970\$
2030 et plus	475 813\$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

La Ville assume une responsabilité éventuelle en se portant garante d'un emprunt hypothécaire consenti à un organisme non compris dans son périmètre comptable pour un montant maximum de 150 000\$. Au 31 décembre 2025, le solde de cet emprunt hypothécaire est de 332 023\$ (351 575 \$ en 2024).

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Au 31 décembre 2025, des poursuites ont été intentées contre la Ville pour un montant de 69 228 531\$. De l'avis de la direction de la Ville, leur dénouement n'est pas jugé susceptible d'affecter sensiblement la situation financière de la Ville. Dans l'éventualité où la Ville aurait l'obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel de fonctionnement ou une combinaison de ces diverses sources de financement. Le déboursé serait affecté à l'exercice au cours duquel une transaction (entente de règlement hors cour) serait conclue ou jugement final serait rendu, le cas échéant. Au 31 décembre 2025, à l'état de la situation financière, la Ville a comptabilisé une provision de 6 249 229\$ présentée dans les créditeurs et charges à payer. Ceci représente les meilleures estimations de la direction à l'égard des passifs éventuels.

Les présentes mentions et toute provision sont faites sans aucune admission et sous toutes réserves.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et le budget adopté par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités et aux prêts.

L'exposition maximale de la Ville risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs excluant les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

VILLE

	2025	2024
Non en souffrance	2 385 682\$	1 486 003\$
En souffrance:	390 413\$	300 094\$
	2 776 096\$	1 786 097\$
Moins la provision pour créances douteuses	60 899\$	55 995\$
	2 715 196\$	1 730 102\$

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	55 995\$
Montants radiés	(28 010)\$
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	32 914\$
Solde à la fin	60 899\$

La Ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

RAETM

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Non en souffrance	33 587 \$	4 072 237\$
En souffrance:		
moins de 30 jours	-	-
de 30 à 60 jours	-	-
plus de 60 jours	-	-
	33 587 \$	4 072 237\$
Moins la provision pour créances douteuses	-	-
	33 587\$	4 072 237\$

RAIM

	2025	2024
Non en souffrance	573 939 \$	89 250 \$
En souffrance:		
moins de 30 jours	-	-
de 30 à 60 jours	-	-
plus de 60 jours	-	-
	537 939 \$	89 250 \$
Moins la provision pour créances douteuses	-	-
	573 939 \$	89 250 \$

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

VILLE

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit:

2025	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires		-	-	-	
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	20 374 153	-	-	-	20 374 153
Dette (incluant les frais reportés)	22 737 193	42 469 800	42 110 806	67 885 563	175 203 362
	43 111 346	42 469 800	42 110 806	67 885 563	195 577 515

2024	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires		-	-	-	
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	29 074 753	-	-	-	29 074 753
Dette (incluant les frais reportés)	24 105 390	40 313 499	43 046 038	98 131 978	205 596 905
	53 180 143	40 313 499	43 046 038	98 131 978	234 671 658

RAETM

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit:

2025	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	1 269 226	-	-	-	1 269 226
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 641 950	-	-	-	1 641 950
Dette (incluant les frais reportés)	3 560 702	6 186 323	5 911 968	29 039 100	44 698 092
	6 471 878	6 183 323	5 911 968	29 039 100	47 609 268

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

2024	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	1 257 519	-	-	-	1 257 519
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 529 547	-	-	-	2 529 547
Dette (incluant les frais reportés)	2 816 291	6 587 127	6 672 201	39 679 375	55 754 994
	6 603 357	6 587 127	6 672 201	39 679 375	59 542 060

RAIM

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit:

2025	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	441 490	-	-	-	441 490
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 990 519	-	-	-	2 990 519
Dette (incluant les frais reportés)	4 500 001	7 623 667	5 596 590	44 516 300	62 236 558
	7 932 010	7 623 667	5 596 590	44 516 300	65 668 567

2024	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	2 737 978	-	-	-	2 737 978
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 612 654	-	-	-	2 612 654
Dette (incluant les frais reportés)	2 967 123	6 741 248	7 788 384	61 921 150	79 417 905
	8 317 755	6 741 248	7 788 384	61 921 150	84 768 537

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux fixe, sont les prêts et la dette à long terme. Les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les emprunts temporaires.

Considérant que la Ville comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Ville prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu.

RAETM

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la régie est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les emprunts temporaires et les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égal à 1 % au cours de l'exercice, n'aurait pas d'incidence significative sur le (déficit) lié aux activités ni sur les gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice de la régie.

RAIM

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la régie est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les emprunts temporaires et les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (déficit) lié aux activités ni sur les gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice de la Régie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

27. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 1 million. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RAETM

La Régie possède un fonds de roulement dont le capital autorisé au 31 décembre 2025 est de 850 000 \$.

RAIM

La Régie possède un fonds de roulement dont le capital autorisé est fixé à 2 500 000 \$ au 31 décembre 2025. Au 31 décembre 2025, les remboursements totalisent 338 185 \$. Les remboursements au cours des six prochains exercices, pour renflouer le fonds à même les activités financière se répartissent comme suit :

2026 - 56 365 \$
2027 - 56 365 \$
2028 - 56 365 \$
2029 - 56 365 \$
2030 - 56 365 \$
2031 - 56 360 \$

28. Entente avec les municipalités**RAIM**

Objet de l'entente :

- Pourvoir à l'exploitation et à l'entretien de l'usine de filtration et du réseau d'aqueduc communs aux municipalités membres.
 - Construire, exploiter et entretenir toutes les immobilisations à caractère intermunicipal nécessaires pour puiser, traiter et acheminer l'eau aux réseaux locaux de chacune des municipalités membres.
- Cette entente est en vigueur pour une période de vingt (20) ans, renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives de cinq (5) ans.

Mode de répartition :

Les coûts des dépenses d'investissements à caractère intermunicipal et des emprunts correspondants sont répartis d'après les débits réservés à l'entente intermunicipales, selon la base suivante :

- Ville de Mascouche : 30.45 %
- Ville de Terrebonne : 69,55 %
100,00 %

Les coûts d'exploitation à caractère intermunicipal sont facturés par la Régie au prorata des consommations réservée estimées par chaque Ville et ajustés à même les excédents de fonctionnement en fonction des débits réels.

29. Opérations avec les municipalités**RAIM**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Au cours de l'exercice, la RAIM a effectué les transactions suivantes avec la Ville de Terrebonne :

- 275 181 \$ pour des services administratifs et autres dépenses cléricales (270 770 \$ en 2024)
- 811 120 \$ (187 665 \$ en 2024) relativement à une entente intermunicipale pour la construction et l'exploitation d'un système commun d'assainissement des eaux usées.

Ces opérations ont lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange acceptée par les apparentées.

30. Opérations entre apparentés

RAETM

Au cours de l'exercice, les honoraires en vertu de l'entente avec la Ville de Terrebonne pour des services administratifs représentent un montant de 76 142 \$ (2024 : 74 285 \$) et ceux avec la RAIM pour des services de support administratif, génie et projets spéciaux représentent un montant de 103 791 \$ (2024 : 101 260 \$). Ces honoraires sont inclus aux charges d'administration générale présentées à l'état des résultats. Ces opérations ont été conclues à la valeur d'échange.

RAIM

La Régie est apparentée à ses principaux dirigeants, leur proches parents ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives.

Au cours de l'exercice, la Régie a facturé les villes membres pour des quotes-parts de fonctionnement et d'investissement, telles que présentées à la page S40. De plus, elle a facturé des services de support administratif, génie et projets spéciaux à la RAETM pour un montant de 103 791 \$ (2024 : 101 260 \$), présenté à l'état des résultats sous la rubrique des services rendus aux organismes municipaux.

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange, qui est la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

31. Incertitude relative à la mesure

RAIM

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service d'immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins d'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation. Par ailleurs, l'obligation de disposer de manière sécuritaire de l'amiante dans les bâtiments est sujette à une incertitude relative à la mesure en raisons des limites inhérentes à l'évaluation des quantités d'amiante qui y sont contenues ainsi que de l'échéancier des travaux qui est inconnu lorsqu'aucun plan de mise hors service des bâtiments n'est prévu.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	98 139 313	103 708 700	104 660 028		104 660 028
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 692 139	2 485 500	2 540 852		2 540 852
Quotes-parts	3					7 711 969
Transferts	4	9 984 044	7 802 000	11 553 094		11 564 385
Services rendus	5	1 620 551	894 100	1 636 221		1 641 828
Imposition de droits	6	9 834 252	6 723 800	11 067 415		11 067 415
Amendes et pénalités	7	1 596 192	1 951 400	1 326 915		1 326 915
Revenus de placements de portefeuille	8	3 269 036		1 604 279		1 604 279
Autres revenus d'intérêts	9	525 383	2 040 500	1 809 222		1 980 215
Autres revenus						
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10					
Autres	11	6 574 801		455 658		455 658
Effet net des opérations de restructuration	12					
	13	133 235 711	125 606 000	136 653 684		7 953 728
						136 841 575
Investissement						
Taxes	14					
Quotes-parts	15					
Transferts	16	5 737 717		2 744 079		3 418
Imposition de droits	17					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	18	999 779		150 645		150 645
Autres	19	76 502		1 685 581		1 685 581
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					
Effet net des opérations de restructuration	21					
	22	6 813 998		4 580 305		3 418
	23	140 049 709	125 606 000	141 233 989		7 957 146
						141 425 298

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus	24	140 049 709	125 606 000	141 233 989		7 957 146
Charges						
Administration générale	25	11 627 714	16 487 700	15 287 454	708 854	15 996 308
Sécurité publique	26	21 470 920	21 885 100	21 027 354	702 808	21 730 162
Transport	27	26 095 358	27 787 900	28 157 437	7 465 561	35 622 998
Hygiène du milieu	28	19 604 732	17 027 800	17 994 998	4 449 495	5 818 368
Santé et bien-être	29			12 838		12 838
Aménagement, urbanisme et développement	30	3 843 439	4 659 700	6 899 114	113 122	7 012 236
Loisirs et culture	31	12 529 826	13 951 500	14 109 041	3 086 085	17 195 126
Réseau d'électricité	32					
Frais de financement	33	5 167 977	6 963 900	6 168 923		1 152 991
Effet net des opérations de restructuration	34					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	15 573 558		16 525 925 (	16 525 925)	
	36	115 913 524	108 763 600	126 183 084		6 971 359
Excédent (déficit) lié aux activités	37	24 136 185	16 842 400	15 050 905		985 787
						16 036 692

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	24 136 185	16 842 400	15 050 905	985 787	16 036 692
Moins : revenus d'investissement	2 (	6 813 998)	) (	4 580 305)	3 418)	4 583 723)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	17 322 187	16 842 400	10 470 600	982 369	11 452 969
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	15 573 558		16 525 925	1 327 673	17 853 598
Produit de cession	5	6 622 224		573 115		573 115
(Gain) perte sur cession	6	(6 568 504)		(247 974)		(247 974)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	15 627 278		16 851 066	1 327 673	18 178 739
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10			2 700 000		2 700 000
	11			2 700 000		2 700 000
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	1 859 877		316 831	99	316 930
Remboursement de la dette à long terme	17 (	15 501 221)	12 436 400)	13 022 416)	1 610 139)	14 632 555)
	18	(13 641 344)	(12 436 400)	(12 705 585)	(1 610 040)	(14 315 625)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	1 164 703)	625 000)	1 802 121)	80 368)	1 882 489)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		(800 000)			
Excédent de fonctionnement affecté	21	256 624		786 050	57 308	843 358
Réserves financières et fonds réservés	22	174 605	(3 224 600)	(5 709 593)	(11 608)	(5 721 201)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(1 418 031)	243 600	983 969	5 721	989 690
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(2 151 505)	(4 406 000)	(5 741 695)	(28 947)	(5 770 642)
	26	(165 571)	(16 842 400)	1 103 786	(311 314)	792 472
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	17 156 616		11 574 386	671 055	12 245 441

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	6 813 998	4 580 305	3 418	4 583 723
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	931 333)(	1 016 905)(	) (	1 016 905)
Sécurité publique	3 (	160 821)(	384 310)(	) (	384 310)
Transport	4 (	24 799 310)(	16 614 228)(	) (	16 614 228)
Hygiène du milieu	5 (	11 524 097)(	3 516 544)(	1 520 182)(	5 036 726)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	17 638)(	) (	17 638)
Loisirs et culture	8 (	571 246)(	4 905 475)(	) (	4 905 475)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	37 986 807)(	26 455 100)(	1 520 182)(	27 975 282)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	3 500 793)(	3 355 563)(	) (	3 355 563)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	) (	) (	) (	)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	31 490 472	17 159 026	2 353 188	19 512 214
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	1 164 703	1 802 121	80 368	1 882 489
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	146 663	2 707 580		2 707 580
Excédent de fonctionnement affecté	17		6 090 886	17 964	6 108 850
Réserves financières et fonds réservés	18		2 743 045		2 743 045
	19	1 311 366	13 343 632	98 332	13 441 964
	20	(8 685 762)	691 995	931 338	1 623 333
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(1 871 764)	5 272 300	934 756	6 207 056

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	Administration municipale	Administration municipale	2025	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS							
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	75 025 521		77 564 458	8 037 652		85 602 110
Débiteurs (note 5)	2	35 328 831		35 669 512	419 133		36 034 777
Prêts (note 6)	3	17 983		17 983			17 983
Placements de portefeuille (note 7)	4						
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5						
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	2 033 000		2 350 000	16 792		2 366 792
Autres actifs financiers (note 8)	7						
	8	112 405 335		115 601 953	8 473 577		124 021 662
PASSIFS							
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9						
Emprunts temporaires (note 9)	10				749 600		749 600
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	34 774 878		26 765 552	2 080 170		28 791 854
Revenus reportés (note 11)	12	5 005 122		6 106 256			6 106 256
Dette à long terme (note 12)	13	170 815 445		175 203 362	35 200 748		210 404 110
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14						
Autres passifs (note 14)	15				220 782		220 782
	16	210 595 445		208 075 170	38 251 300		246 272 602
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(98 190 110)		(92 473 217)	(29 777 723)		(122 250 940)
ACTIFS NON FINANCIERS							
Immobilisations corporelles (note 15)	18	356 932 908		366 536 943	38 707 345		405 244 288
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	4 821 981		5 477 545			5 477 545
Stocks de fournitures	20				110 817		110 817
Actifs incorporels achetés (note 17)	21						
Autres actifs non financiers (note 18)	22	1 432 789		507 202	40 098		547 300
	23	363 187 678		372 521 690	38 858 260		411 379 950
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	22 330 457		17 264 868	1 685 712		18 950 580
Excédent de fonctionnement affecté	25	4 483 528		11 538 984	1 125 369		12 664 353
Réserves financières et fonds réservés	26	10 470 406		14 804 300	1 555 296		16 359 596
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	260 718) (		791 222) (	621 554) (		1 412 776)
Financement des investissements en cours	28	26 255 752		30 160 709	1 690 289		31 850 998
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	201 718 143		207 070 834	3 645 425		210 716 259
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30						
	31	264 997 568		280 048 473	9 080 537		289 129 010
Obligations contractuelles (note 19)							
Droits contractuels (note 20)							
Passifs éventuels (note 21)							
Actifs éventuels (note 22)							

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Rémunération					
Liée au programme Accès					
entreprise Québec	1				
Autre	2	40 935 100	39 460 352	40 471 050	37 399 427
Charges sociales					
Liées au programme Accès					
entreprise Québec	3				
Autres	4	9 539 800	9 172 977	9 509 767	8 542 419
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7			178 908	206 401
Autres biens et services	8	34 212 100	33 572 642	36 230 989	35 209 933
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme					
à la charge					
De l'organisme municipal	9	6 523 600	6 115 591	7 267 570	5 899 601
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	440 300	53 332	54 344	140 570
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	15 628 000	16 130 440	8 670 555	11 257 954
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	1 464 700	1 530 783	1 530 783	1 264 264
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		16 525 925	17 853 598	16 880 063
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Réclamation Dommages/Intérêts	21.1		884 177	884 177	(1 364 808)
▪ Créances douteuses & irrécouvrables	21.2	20 000	36 865	36 865	22 728
▪ Propriété destinée revente	21.3		2 700 000	2 700 000	
	22	108 763 600	126 183 084	125 388 606	115 458 552

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	18 950 580	23 738 971
Excédent de fonctionnement affecté	2	12 664 353	5 616 166
Réserves financières et fonds réservés	3	16 359 596	11 688 238
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	1 412 776)(	814 414)
Financement des investissements en cours	5	31 850 998	27 011 285
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	210 716 259	205 852 072
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	289 129 010	273 092 318
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	17 264 868	22 330 457
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	1 685 712	1 408 514
	11	18 950 580	23 738 971
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Services prof. urbanisme	12.1		17 708
▪ Système contr. feu circulation	12.2		
▪ Déneigement	12.3	1 000 000	1 000 000
▪ Drainage rue Chris-Ada	12.4		49 900
▪ Projets spéciaux	12.5	4 813 000	990 881
▪ Gestion des actifs	12.6	344 506	425 039
▪ Entretien parc immobilier	12.7	500 000	500 000
▪ Résilience climatique & parc	12.8	1 882 478	500 000
▪ Acquisition terrains	12.9	2 999 000	1 000 000
	13	11 538 984	4 483 528
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ RAIM	14.1	855 822	869 884
▪ RAETM	14.2	269 547	262 754
	15	1 125 369	1 132 638
	16	12 664 353	5 616 166

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	17		
Autres			
▪ Fonds infrastructures	18.1	5 437 217	3 023 696
▪ 275e anniversaire	18.2		444 800
▪ Logement social	18.3	3 276 423	1 647 944
	19	8 713 640	5 116 440
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
Service de l'eau	20		
Autres			
▪ Entretien / vidanges des boues	21.1	483 554	470 015
	22	483 554	470 015
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	23	847 707	819 159
Organismes contrôlés et partenariats	24	1 071 742	747 818
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	25	5 094 624	3 364 231
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Montant non réservé			
Administration municipale	27	148 329	870 575
Organismes contrôlés et partenariats	28		
Fonds local d'investissement	29		
Fonds local de solidarité	30		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31		300 000
Autres			
▪	32.1		
	33	7 162 402	6 101 783
	34	16 359 596	11 688 238

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 (	)(
Autres	39 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 (	)(
	41 (	)(
Assainissement des sites contaminés	42 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (	153 864)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 (	)(
Autres		
▪	45.1 (	)(
	46 (	153 864)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	52 (	1 231 676)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 (	)(
Autres		
▪ Activités fonct (honoraires)	54.1 (	(405 340))(
▪ Activités fonct (cours d'eau)	54.2 (	1 196 562)(
▪ Règlement 30 et 43 organismes	54.3 (	467 690)(
	55 (	2 490 588)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56	1 231 676
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres		
▪	60.1	
	61	1 231 676
	62 (	1 412 776)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	63	35 103 854	31 938 159
Investissements à financer	64 (	3 252 856)(	4 926 874)
	65	31 850 998	27 011 285
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66	405 244 288	395 447 744
Propriétés destinées à la revente	67	5 477 545	4 821 981
Prêts	68	17 983	17 983
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70		
	71	410 739 816	400 287 708
Ajustements aux éléments d'actif	72		
	73	410 739 816	400 287 708
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	74 (	210 404 110)(	205 362 276)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (	1 555 438)(	1 539 771)
Montants des débiteurs et autres montants affectés			
au remboursement de la dette à long terme	76	7 758 048	8 145 068
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77	3 041 467	3 432 895
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	1 136 476	888 448
	79 (	200 023 557)(	194 435 636)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 (	)(	)
	81 (	200 023 557)(	194 435 636)
	82	210 716 259	205 852 072

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	_____	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	2 052 112	1 042 395
Charge de l'exercice	4 (	2 572 020)(	1 923 365)
Cotisations versées par l'employeur	5	2 886 700	2 933 082
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	2 366 792	2 052 112
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	147 503 239	137 990 267
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	139 684 239)(	131 216 267)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	7 819 000	6 774 000
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(4 105 208)	(4 353 888)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	3 713 792	2 420 112
Provision pour moins-value	12 (	1 347 000)(	368 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	2 366 792	2 052 112
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	_____)(	_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	_____)(	_____)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	5 407 457	5 301 563
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	5 407 457	5 301 563
Cotisations salariales des employés	21 (	2 954 228)(	2 965 092)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	_____)(	_____)
	23	2 453 229	2 336 471
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	(461 680)	(523 954)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28	979 000	368 000
Autres			
▪ Autre ajustements	29.1	14 471	10 991
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	2 985 020	2 191 508
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	7 957 827	7 133 481
Rendement espéré des actifs	32 (	8 370 827)(	7 401 624)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	(413 000)	(268 143)
Charge de l'exercice	34	2 572 020	1 923 365

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	9 039 542	14 217 824
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	8 361 156)(	7 412 626)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	678 386	6 805 198
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	(465 389)	(5 052 970)
Prestations versées au cours de l'exercice	39	5 353 027	4 871 126
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	3 273 640	2 979 942
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43	103 000	97 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	22 276 871	20 141 206
DMERCA du nouveau volet (en années)	45	17	17
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46	10	11
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47	25	26
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	6,08 %	6,07 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	6,08 %	6,04 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	2,98 %	2,98 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,01 %	2,01 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	27 587	27 407
	110	27 587	27 407

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	11	17

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	20 667	22 040
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	69 649	74 274
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	24 189	24 434
	121	93 838	98 708

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	60 201 600	61 126 151	61 126 151	56 159 906
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	15 849 800	16 037 195	16 037 195	16 156 088
Activités de fonctionnement	3	10 337 000	10 449 171	10 449 171	9 118 473
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8	3 034 700	3 125 528	3 125 528	3 180 569
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	89 423 100	90 738 045	90 738 045	84 615 036
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	5 832 500	5 798 933	5 798 933	5 646 466
Égout	13	1 229 600	1 243 392	1 243 392	1 205 003
Traitement des eaux usées	14				
Matières résiduelles	15	3 945 000	3 707 235	3 707 235	3 706 671
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16				
Autres					
▪ Déneigement	17.1	212 900	212 648	212 648	212 648
Centres d'urgence 9-1-1	18	275 000	307 062	307 062	275 317
Service de la dette	19	2 790 600	2 652 713	2 652 713	2 478 172
Pouvoir général de taxation	20				
Activités de fonctionnement	21				
Activités d'investissement	22				
	23	14 285 600	13 921 983	13 921 983	13 524 277
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	24				
Autres	25				
	26				
	27	14 285 600	13 921 983	13 921 983	13 524 277
	28	103 708 700	104 660 028	104 660 028	98 139 313

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement 29	462 600	516 579	516 579	454 792
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures 30	122 600	123 582	123 582	122 571
Compensations pour les terres publiques 31				
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux 32	361 100	361 211	361 211	86 272
Cégeps et universités 33				
Écoles primaires et secondaires 34	1 539 200	1 539 480	1 539 480	1 028 504
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux 35				
36	2 485 500	2 540 852	2 540 852	1 692 139
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière 37				
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification 38				
Taxes d'affaires 39				
40				
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière 41				
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification 42				
43				
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité 44				
Autres 45				
46				
47	2 485 500	2 540 852	2 540 852	1 692 139

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48	224 981	224 981	
Sécurité publique				
Police	49	288 800	514 437	333 388
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51			
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	282 000	349 734	382 667
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60	16 500	19 509	23 087
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	47 500	47 373	58 664
Réseau de distribution de l'eau potable	65			
Traitement des eaux usées	66			4 057 916
Réseaux d'égout	67			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69	832 200	1 022 322	759 326
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			48 300
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74		12 940	12 940
Autres	75		3 506	3 506

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76	2 700 000	2 700 000	
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80			
Rénovation urbaine	81			
Promotion et développement économique	82			
Autres	83			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	10 000		
Activités culturelles				
Bibliothèques	85	161 500	154 752	157 697
Autres	86	100 000	149 390	153 800
Réseau d'électricité	87			
	88	1 738 500	5 198 944	5 210 235
				5 983 349

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89			896 628
Sécurité publique				
Police	90			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92			
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95	52 584	52 584	845 604
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98			
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105		3 418	1 710 120
Réseau de distribution de l'eau potable	106	1 329 946	1 329 946	
Traitement des eaux usées	107			
Réseaux d'égout	108	1 329 946	1 329 946	89 322
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111			
Autres	112			
Autres	113			
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115			
Autres	116	31 603	31 603	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			2 167 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	2 744 079	2 747 497	5 708 674

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale 130				
Péréquation 131				
Neutralité 132				
Partage des redevances sur les ressources naturelles 133				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables 134	1 400 000	2 482 643	2 482 643	1 306 557
Fonds de développement des territoires 135				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation 136				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ 137	4 663 500	3 871 507	3 871 507	2 709 133
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2 138				
Autres 139				
	140	6 063 500	6 354 150	4 015 690
TOTAL DES TRANSFERTS 141	7 802 000	14 297 173	14 311 882	15 707 713

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144		(21 611)	(45 344)
	145		(21 611)	(45 344)
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148			
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158		21 180	17 704
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170		21 180	17 704

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
	179			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180			
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182			
	183			
Réseau d'électricité	184			
	185		(431)	(27 640)

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	186			
Évaluation	187			
Autres	188	163 200	211 603	217 641
	189	163 200	211 603	217 641
				154 848
Sécurité publique				
Police	190	31 600	33 764	33 764
Sécurité incendie				38 256
Premiers répondants	191			
Autres	192	41 700	71 668	71 668
Sécurité civile	193			
Autres	194	15 000		10 794
	195	88 300	105 432	105 432
				111 541
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196			
Enlèvement de la neige	197			
Autres	198	2 000	334	334
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203			
	204	2 000	334	334
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206			
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209			
Matières recyclables	210			
Autres	211	299 100	589 000	589 000
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213			
Autres	214			
	215	299 100	589 000	589 000
				415 356

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224	12 400	9 344	17 645
	225	12 400	9 344	17 645
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	291 800	677 615	886 463
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	15 200	18 303	15 666
Autres	228	22 100	24 590	22 238
	229	329 100	720 508	924 367
Réseau d'électricité	230			
	231	894 100	1 636 221	1 623 757
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	894 100	1 641 828	1 596 117

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	814 000	1 314 849	812 030
Droits de mutation immobilière	234	5 909 800	9 752 566	9 022 222
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	6 723 800	11 067 415	9 834 252
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	1 951 400	1 326 915	1 596 192
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239		1 604 279	3 269 036
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	2 040 500	1 809 222	793 779
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	247 974	247 974	6 554 013
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245	150 645	150 645	999 779
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248			
Autres	249			
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	1 893 265	1 893 265	98 340
	252	2 291 884	2 291 884	7 652 132
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025		Total	Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 559 700	1 341 892		1 341 892	1 341 892	1 321 149
Greffé et application de la loi	2	3 348 400	2 816 750		2 816 750	2 816 750	2 416 736
Gestion financière et administrative	3	7 206 500	6 622 349		6 622 349	6 622 349	6 391 156
Évaluation	4	575 200	540 468		540 468	540 468	997 790
Gestion du personnel	5	1 497 900	1 406 427		1 406 427	1 406 427	1 425 610
Autres							
▪ Frais bâtiments et autres	6.1	2 300 000	2 559 568	708 854	3 268 422	3 268 422	(349 943)
	7	16 487 700	15 287 454	708 854	15 996 308	15 996 308	12 202 498
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	17 103 300	15 844 933	567 167	16 412 100	16 412 100	16 529 432
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	4 745 700	5 128 043	134 783	5 262 826	5 262 826	4 805 236
Sécurité civile	11	36 100	54 378	858	55 236	55 236	918 689
Autres	12						
	13	21 885 100	21 027 354	702 808	21 730 162	21 730 162	22 253 357
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	9 151 500	7 710 227	5 963 723	13 673 950	13 673 950	13 739 851
Enlèvement de la neige	15	7 344 800	8 496 829	15 345	8 512 174	8 512 174	7 592 090
Éclairage des rues	16	1 099 000	1 205 760	679 193	1 884 953	1 884 953	1 763 747
Circulation et stationnement	17	1 568 400	1 137 951		1 137 951	1 137 951	1 161 543
Transport collectif							
Transport en commun	18	5 551 000	5 553 637		5 553 637	5 553 637	5 237 057
Transport aérien	19						30
Transport par eau	20						
Autres	21	3 073 200	4 053 033	807 300	4 860 333	4 860 333	3 605 880
	22	27 787 900	28 157 437	7 465 561	35 622 998	35 622 998	33 100 198

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	4 319 400	4 808 816	75 437	4 884 253	4 242 861	3 663 288
Réseau de distribution de l'eau potable	24	616 700	792 492	1 234 177	2 026 669	2 026 669	1 808 736
Traitement des eaux usées	25	3 600 100	3 628 564	481 958	4 110 522	2 804 445	6 460 784
Réseaux d'égout	26	894 500	950 256	2 657 923	3 608 179	3 608 179	3 158 115
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 414 800	1 310 160		1 310 160	1 310 160	1 418 326
Élimination	28	1 362 800	1 234 794		1 234 794	1 234 794	1 243 169
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	884 500	875 163		875 163	875 163	823 283
Tri et conditionnement	30	330 700	425 824		425 824	425 824	1 028 086
Matières organiques							
Collecte et transport	31	864 900	763 007		763 007	763 007	827 551
Traitement	32	676 000	611 371		611 371	611 371	623 731
Matériaux secs	33	148 900	129 816		129 816	129 816	133 571
Autres	34						
Plan de gestion	35						60 900
Autres	36						
Cours d'eau	37		910 504		910 504	910 504	
Protection de l'environnement	38						
Autres	39	1 914 500	1 554 231		1 554 231	1 554 231	1 164 973
	40	17 027 800	17 994 998	4 449 495	22 444 493	20 497 024	22 414 513
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41		12 838		12 838	12 838	
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44						
	45		12 838		12 838	12 838	

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total			
	de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		2025	2024	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	2 175 800	4 552 604	113 122	4 665 726	4 665 726	1 652 820
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47	238 400	88 830		88 830	88 830	91 367
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49						
Tourisme	50						
Autres	51	1 108 500	1 108 455		1 108 455	1 108 455	1 145 744
Autres	52	1 137 000	1 149 225		1 149 225	1 149 225	1 066 630
	53	4 659 700	6 899 114	113 122	7 012 236	7 012 236	3 956 561
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	2 018 400	1 388 978		1 388 978	1 388 978	1 473 440
Patinoires intérieures et extérieures	55	1 687 800	1 672 051		1 672 051	1 672 051	1 610 650
Piscines, plages et ports de plaisance	56	2 018 100	1 978 508		1 978 508	1 978 508	1 982 960
Parcs et terrains de jeux	57	2 188 800	3 031 810		3 031 810	3 031 810	2 469 155
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59						
Autres	60	518 000	422 102	2 901 257	3 323 359	3 323 359	3 237 985
	61	8 431 100	8 493 449	2 901 257	11 394 706	11 394 706	10 774 190
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	3 326 800	3 363 129	110 833	3 473 962	3 473 962	2 441 880
Bibliothèques	63	2 193 600	2 252 463	73 995	2 326 458	2 326 458	2 275 184
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66						
	67	5 520 400	5 615 592	184 828	5 800 420	5 800 420	4 717 064
	68	13 951 500	14 109 041	3 086 085	17 195 126	17 195 126	15 491 254

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	6 523 600	6 115 591		6 115 591	7 157 500	5 795 694
Autres frais	71					110 070	103 907
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72		(413 000)		(413 000)	(413 000)	(268 143)
Autres	73	440 300	466 332		466 332	467 344	408 713
	74	6 963 900	6 168 923		6 168 923	7 321 914	6 040 171
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		16 525 925 (	16 525 925)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus ¹	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 505 347	1 505 347	2 861 283
Usines de traitement de l'eau potable	2		206 436	1 688 604
Usines et bassins d'épuration	3		1 189 330	4 665 659
Conduites d'égout	4	2 209 737	2 209 737	8 662 814
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 352 142	6 352 142	23 572 525
Ponts, tunnels et viaducs	7			124 837
Systèmes d'éclairage des rues	8	55 337	55 337	99 904
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	3 424 302	3 463 999	516 301
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			177 152
Édifices communautaires et récréatifs	14	786 715	786 715	70 342
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	733 885	733 885	1 022 621
Ameublement et équipement de bureau	18	566 060	589 957	531 657
Machinerie, outillage et équipement divers	19	233 431	294 253	252 273
Terrains	20	1 074 774	1 074 774	275 748
Autres	21	9 513 370	9 513 370	22 979
	22	26 455 100	27 975 282	44 544 699

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	1 505 347	1 505 347	2 861 283
Usines de traitement de l'eau potable	2		206 436	1 688 604
Usines et bassins d'épuration	3		1 189 330	4 665 659
Conduites d'égout	4	2 209 737	2 209 737	8 662 814
Autres infrastructures	5	9 831 781	9 871 478	24 313 567
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	12 908 235	12 992 954	2 352 772
	12	26 455 100	27 975 282	44 544 699

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	12 700 917		2 372 479	10 328 438
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	186 056 062	29 553 189	21 736 189	193 873 062
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	198 756 979	29 553 189	24 108 668	204 201 500
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	8 145 068		387 020	7 758 048
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	8 145 068		387 020	7 758 048
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	8 145 068		387 020	7 758 048
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	8 145 068		387 020	7 758 048
	19	206 902 047	29 553 189	24 495 688	211 959 548
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	206 902 047	29 553 189	24 495 688	211 959 548

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	176 435 037	172 120 586
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	3 209 614	4 069 143
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	5 094 624	3 541 236
Débiteurs	8	12 651 034	12 409 858
Autres montants	9		
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	24 501 279	26 876 210
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	137 397 714	133 362 425
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
	13	32 816 800	34 064 851
Endettement net à long terme	14	170 214 514	167 427 276
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15		
Communauté métropolitaine	16	1 251 758	
Autres organismes	17	8 229 000	7 748 000
Endettement total net à long terme	18	179 695 272	175 175 276
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	179 695 272	175 175 276
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme ÉcoÉnergie 360 (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3				
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	5 551 000	5 553 637	5 553 637	5 237 057
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	7 831 500	8 319 123	859 238	3 808 523
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15	1 137 000	1 149 225	1 149 225	1 133 556
Santé et bien-être					
Habitation	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	1 108 500	1 108 455	1 108 455	1 078 818
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	15 628 000	16 130 440	8 670 555	11 257 954

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	26 455 100	37 986 807
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	26 455 100	37 986 807

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	63,46	35,00	127 826,00	8 804 593	2 022 948	10 827 541
Professionnels	2						
Cols blancs	3	111,02	32,00	251 146,00	8 969 643	2 340 549	11 310 192
Cols bleus	4	105,65	38,00	332 648,00	9 003 684	2 098 479	11 102 163
Policiers	5	65,31	36,60	199 169,00	8 574 751	2 084 305	10 659 056
Pompiers	6	34,78	42,00	74 111,00	3 493 483	476 912	3 970 395
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	380,22		984 900,00	38 846 154	9 023 193	47 869 347
Élus	9	7,67			614 198	149 784	763 982
	10	387,89			39 460 352	9 172 977	48 633 329

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		<u>Gouvernement du Québec</u>		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3		1 329 946			1 329 946
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5		1 329 946			1 329 946
Autres	6		11 637 281			11 637 281
	7		14 297 173			14 297 173

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	552 812	580 983
	4	552 812	580 983
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9	148 256	150 527
	10	148 256	150 527
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	4 139 276	2 850 540
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	4 139 276	2 850 540
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18		
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26	292 692	205 739
	27	292 692	205 739
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36	82 238	80 016
	37	82 238	80 016
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38		
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40	953 649	1 300 172
	41	953 649	1 300 172
Réseau d'électricité			
	42		
	43	6 168 923	5 167 977

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)
					Allocation de dépenses
Guillaume Tremblay	1.1	Maire	101 465	20 294	62 602
Renée Chartier	1.2	Conseiller	5 660	2 830	1 529
Eugène Jolicoeur	1.3	Conseiller	88 743	16 362	10 569
Anny Mailloux	1.4	Conseiller	45 873	20 294	13 520
Pierre Filteau	1.5	Conseiller	5 660	2 830	
Bertand Lefebvre	1.6	Conseiller	50 209	20 294	11 782
Éric Ladouceur	1.7	Conseiller	46 705	20 294	13 026
Lise Gagnon	1.8	Conseiller	42 606	20 294	15 621
Patricia Lebel	1.9	Conseiller	46 207	20 294	26 450
Marie-Claude Turcotte Farly	1.10	Conseiller	6 424	3 212	
Pierre Nevraumont	1.11	Conseiller	6 159	2 920	1 529
Claudia Lafond St-Arneault	1.12	Conseiller	6 424	3 212	
	2		452 135	153 130	156 628

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 1 000 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

3 8 368 864 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44	_____	\$
Constatés au cours de l'exercice	45	_____	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

47 ☒ ☐
 48 _____ 95 969 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025

49 ☒ ☐
 50 _____ 4 895 909 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

51 ☐ ☒
 52 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59 ☒ ☐

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ 327 577 \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

Règlement 1286 sur les contributions aux infrastructures et équipements municipaux

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?
- 67 ☐ ☒
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 68 _____ \$
- b) autres formes d'aide 69 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?
- 70 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 71 _____ \$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
- 72 ☒ ☐
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
- 73 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025 74 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025
- 75 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD
- 76 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 78 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 79 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 _____ \$
 - Systèmes de drainage 83 _____ \$
 - Abords de routes 84 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

89 _____

b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

92 _____ 200217-34

b) Date d'adoption de la résolution

93 _____ 2020-02-17

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____ 1

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 _____

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|---|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | 1 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | 1 |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | 1 |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | 4 722 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | 2 045 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | 1 |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | ☐ ☒ |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

OUI

NON

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

☒
☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

☒
☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

☒
☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

☐
☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

☐
☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

☐
☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

☐
☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

☐
☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Jasmin Savard

Adresse courriel du directeur général

10 jasminsavard@mascouche.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2026-05-11

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2026-05-12 09:22

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024 Administration municipale	Budget 2025 Administration municipale	Administration municipale	Réalisations 2025 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	133 235 711	125 606 000	136 653 684	7 953 728	136 841 575
Investissement	2	6 813 998		4 580 305	3 418	4 583 723
	3	140 049 709	125 606 000	141 233 989	7 957 146	141 425 298
Charges	4	115 913 524	108 763 600	126 183 084	6 971 359	125 388 606
Excédent (déficit) lié aux activités	5	24 136 185	16 842 400	15 050 905	985 787	16 036 692
Moins : revenus d'investissement	6 (	6 813 998)(	) (	4 580 305)(	3 418)(	4 583 723)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	17 322 187	16 842 400	10 470 600	982 369	11 452 969
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	15 573 558		16 525 925	1 327 673	17 853 598
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	1 859 877		316 831	99	316 930
Remboursement de la dette à long terme	10 (	15 501 221)(	12 436 400)(	13 022 416)(	1 610 139)(	14 632 555)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	1 164 703)(	625 000)(	1 802 121)(	80 368)(	1 882 489)
Excédent (déficit) accumulé	12	(986 802)	(3 781 000)	(3 939 574)	51 421	(3 888 153)
Autres éléments de conciliation	13	53 720		3 025 141		3 025 141
	14	(165 571)	(16 842 400)	1 103 786	(311 314)	792 472
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	17 156 616		11 574 386	671 055	12 245 441

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	2025	2024
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	75 025 521	77 564 458	85 602 110
Débiteurs	2	35 328 831	35 669 512	36 034 777
Prêts	3	17 983	17 983	17 983
Placements de portefeuille	4			
Autres	5	2 033 000	2 350 000	2 366 792
	6	112 405 335	115 601 953	124 021 662
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8			749 600
Créditeurs et charges à payer	9	34 774 878	26 765 552	28 791 854
Revenus reportés	10	5 005 122	6 106 256	6 106 256
Dette à long terme	11	170 815 445	175 203 362	210 404 110
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			220 782
	14	210 595 445	208 075 170	246 272 602
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(98 190 110)	(92 473 217)	(122 250 940)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	356 932 908	366 536 943	405 244 288
Autres	17	6 254 770	5 984 747	6 135 662
	18	363 187 678	372 521 690	411 379 950
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	22 330 457	17 264 868	18 950 580
Excédent de fonctionnement affecté	20	4 483 528	11 538 984	12 664 353
Réserves financières et fonds réservés	21	10 470 406	14 804 300	16 359 596
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	260 718)(	791 222)(	1 412 776)(
Financement des investissements en cours	23	26 255 752	30 160 709	31 850 998
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	201 718 143	207 070 834	210 716 259
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	264 997 568	280 048 473	289 129 010

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DE FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Services prof. urbanisme	1.1		17 708
▪ Système contr. feu circulation	1.2		
▪ Dénégement	1.3	1 000 000	1 000 000
▪ Drainage rue Chris-Ada	1.4		49 900
▪ Projets spéciaux	1.5	4 813 000	990 881
▪ Gestion des actifs	1.6	344 506	425 039
▪ Entretien parc immobilier	1.7	500 000	500 000
▪ Résilience climatique & parc	1.8	1 882 478	500 000
▪ Acquisition terrains	1.9	2 999 000	1 000 000
	2	11 538 984	4 483 528
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	1 125 369	1 132 638
	4	12 664 353	5 616 166
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	5		
Autres			
▪ Fonds infrastructures	6.1	5 437 217	3 023 696
▪ 275e anniversaire	6.2		444 800
▪ Logement social	6.3	3 276 423	1 647 944
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	7	483 554	470 015
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	8	847 707	819 159
Organismes contrôlés et partenariats	9	1 071 742	747 818
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	10	5 242 953	4 234 806
Organismes contrôlés et partenariats	11		
Fonds local d'investissement	12		
Fonds local de solidarité	13		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	14		300 000
Autres			
▪	15.1		
	16	16 359 596	11 688 238
	17	29 023 949	17 304 404

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	137 397 714	133 362 425
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	179 695 272	175 175 276

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	193 873 062	186 056 062
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	10 328 438	12 700 917
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	7 758 048	8 145 068
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	211 959 548	206 902 047

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	98 139 313	103 708 700	104 660 028	104 660 028
Compensations tenant lieu de taxes	13	1 692 139	2 485 500	2 540 852	2 540 852
Quotes-parts	14				
Transferts	15	9 984 044	7 802 000	11 553 094	11 564 385
Services rendus	16	1 620 551	894 100	1 636 221	1 641 828
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	14 699 480	8 675 200	13 998 609	13 998 609
Autres	18	7 100 184	2 040 500	2 264 880	2 435 873
	19	133 235 711	125 606 000	136 653 684	136 841 575
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	5 737 717		2 744 079	2 747 497
Autres	23	1 076 281		1 836 226	1 836 226
	24	6 813 998		4 580 305	4 583 723
	25	140 049 709	125 606 000	141 233 989	141 425 298

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025		Total	Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		2025	2024
Administration générale	1	16 487 700	15 287 454	708 854	15 996 308	15 996 308	12 202 498
Sécurité publique							
Police	2	17 103 300	15 844 933	567 167	16 412 100	16 412 100	16 529 432
Sécurité incendie	3	4 745 700	5 128 043	134 783	5 262 826	5 262 826	4 805 236
Autres	4	36 100	54 378	858	55 236	55 236	918 689
Transport							
Réseau routier	5	19 163 700	18 550 767	6 658 261	25 209 028	25 209 028	24 257 231
Transport collectif	6	5 551 000	5 553 637		5 553 637	5 553 637	5 237 087
Autres	7	3 073 200	4 053 033	807 300	4 860 333	4 860 333	3 605 880
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	9 430 700	10 180 128	4 449 495	14 629 623	12 682 154	15 090 923
Matières résiduelles	9	5 682 600	5 350 135		5 350 135	5 350 135	6 158 617
Autres	10	1 914 500	2 464 735		2 464 735	2 464 735	1 164 973
Santé et bien-être	11		12 838		12 838	12 838	
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	2 175 800	4 552 604	113 122	4 665 726	4 665 726	1 652 820
Promotion et développement économique	13	1 108 500	1 108 455		1 108 455	1 108 455	1 145 744
Autres	14	1 375 400	1 238 055		1 238 055	1 238 055	1 157 997
Loisirs et culture	15	13 951 500	14 109 041	3 086 085	17 195 126	17 195 126	15 491 254
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	6 963 900	6 168 923		6 168 923	7 321 914	6 040 171
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	108 763 600	109 657 159	16 525 925	126 183 084	125 388 606	115 458 552
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		16 525 925 (	16 525 925)			
	21	108 763 600	126 183 084		126 183 084	125 388 606	115 458 552

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	6 813 998	4 580 305	3 418	4 583 723
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	37 986 807)(	26 455 100)(	1 520 182)(	27 975 282)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	3 500 793)(	3 355 563)(	) (	3 355 563)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	31 490 472	17 159 026	2 353 188	19 512 214
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	1 164 703	1 802 121	80 368	1 882 489
Excédent accumulé	6	146 663	11 541 511	17 964	11 559 475
	7	(8 685 762)	691 995	931 338	1 623 333
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(1 871 764)	5 272 300	934 756	6 207 056

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14